

II. - A TRAVERS LES REVUES

REFLEXIONS ET CRITIQUE DE L'ARTICLE DE JEAN LAUNAY

"ELEMENTS POUR UNE ECONOMIE POLITIQUE DE L'EDUCATION".

Cet article comprendra d'une part un résumé qui reprend parfois mot à mot le texte de l'auteur, et ensuite quelques éléments de critique.

L'article comprend trois apports essentiels

- I. - Un apport marxiste classique qui récuse la conception bourgeoise qui assimile l'éducation à un investissement.
2. - Un apport du P.C.F., bien caractérisé par cette citation de LAUNAY : "ceci souligne la portée fondamentale, scientifiquement fondée, de la revendication immédiate d'une augmentation considérable de la dépense publique d'éducation".
3. - Un apport personnel de Jean LAUNAY, nouveau et assez audacieux : l'éducation, qui est actuellement fournie hors marché, ferait partie de ce que MARX appelait "les conditions générales de la production".

I. - RESUME DE L'APPORT CLASSIQUE.

La bourgeoisie a, dans la période récente, produit de nombreuses théories pour justifier son système d'éducation. Dans l'ensemble, le dénominateur commun de ces théories est d'assimiler l'enseignement à un système productif.

Pour cela, en gros, il y a deux méthodes : la méthode macro-économique et la méthode micro-économique.

A. La méthode micro-économique.  
-----

On compare la dépense d'éducation au salaire futur de l'étudiant, ce qui revient à dire que toute dépense en vue de la production d'une force de travail complexe est considérée comme une dépense d'investissement.

Deux approches sont possibles pour critiquer cette thèse :

- Admettons d'abord que les études de l'étudiant soient financées par l'Etat ; le capital dépensé par celui-ci ne lui rapportera aucun profit, puisque c'est l'élève qui se vendra lui-même. Il ne peut donc pas y avoir de calcul de rentabilité.
- Admettons maintenant que l'étudiant emprunte pour payer ses études, et que son salaire futur lui permette de les rembourser. Pour qu'il y ait profit, il faut que l'étudiant s'exploite lui-même : alors l'acte d'apprendre serait pour lui créateur de valeur, ce qui lui permettrait de vendre sa force de travail devenue complexe plus cher que ce qu'elle lui a coûté.
- Mais ce raisonnement est faux : la valeur ne se crée que dans le procès de production ; si la force de travail vaut plus cher après l'éducation, c'est qu'on a dépensé plus pour la produire, donc qu'on a fait une consommation finale et non un investissement.

.../...

La dépense d'éducation étant une consommation finale, au même titre que l'alimentation, le vêtement, le logement,... un calcul de rentabilité est un non-sens.

En fait, ce type de calculs que fait la bourgeoisie correspond à deux types de préoccupations :

1. - une justification économique des études payantes aux États-unis, qui l'intègre aux critères de l'idéologie dominante.
2. - la justification idéologique de la politique (française par exemple) qui consiste pour l'État à dépenser le moins possible pour l'éducation.

#### B. La méthode macro-économique.

-----

Elle compare les dépenses nationales d'éducation avec l'accroissement qui en résulte en PNB.

L'établissement d'une relation directe entre la valeur ajoutée au niveau national, et la dépense d'éducation permet de calculer l'impact de l'éducation sur la croissance.

Pour comprendre la critique que les marxistes font de cette analyse, il faut distinguer les procès de formation de la valeur :

1. pour la force de travail ;
  2. pour une marchandise.
1. La valeur de la force de travail dépend du coût social nécessaire à sa production. On l'a vu, les différents coûts sont des consommations finales et non des investissements.
  2. La valeur des marchandises produites dépend de la quantité de travail socialement nécessaire à leur production.

MARX a montré qu'une heure de travail complexe (c'est-à-dire qui demande des connaissances supérieures à la moyenne des connaissances demandées par une heure de travail simple) produisait plus de valeur qu'une heure de travail simple.

Les théoriciens bourgeois considèrent que la dépense d'éducation est un investissement, cela implique que son coût est transmis à la marchandise produite.

Pour les marxistes, la dépense d'éducation est une consommation finale. Elle n'est donc pas transmise à la marchandise produite. C'est la force de travail devenue complexe qui, étant plus productive, crée plus de valeur que la force de travail simple.

LAUNAY écrit : "Dans cette optique, la mise en oeuvre de la force de travail complexe ne permet pas une récupération de la valeur de la dépense d'éducation" (puisque celle-ci est une consommation finale) "elle permet, en revanche, la production d'une valeur plus grande". Il n'y a pas de relation quantitative directe entre la dépense d'éducation et la création supplémentaire de valeur, il n'y a qu'une relation qualitative entre force de travail simple et force de travail complexe.

.../...

Là encore, la comparaison quantitative entre la valeur ajoutée et la dépense d'éducation est un non-sens économique. Elle consiste à comparer deux quantités qui, bien qu'étant en corrélation l'une avec l'autre, ne sont qu'indirectement et qualitativement liées.

Pour bien comprendre la portée sociale et politique de cette discussion, qui est considérable, il faut approfondir ses conséquences.

Si l'éducation est un investissement, il doit être rentable, donc conduire à la production d'une valeur ajoutée plus grande. Dans ce cas, le système d'éducation, loin d'avoir pour objet l'épanouissement complet de toutes les facultés humaines, est un simple système productif qui a pour objet l'accroissement indéfini de la plus-value. C'est bien entendu la position de la bourgeoisie, qui accapare la plus-value sociale, et a donc intérêt à ce qu'elle soit la plus élevée possible.

Par contre, si l'éducation est une consommation finale, alors l'homme peut l'utiliser librement, (c'est-à-dire sans contrainte économique) pour son propre épanouissement. Il s'est libéré de la nécessité de produire la plus grande quantité possible de plus-value, nécessité imposée par la bourgeoisie. Cette optique est bien entendu l'optique socialiste. c'est aussi, en France une optique profondément révolutionnaire.

C'est pourquoi il faut comparer les conséquences qu'en tire le Parti Communiste Français avec celles que nous en tirons.

## II. - BREVE ANALYSE DE L 'ATTITUDE DU PARTI COMMUNISTE.

---

Elle se situe sur deux plans :

- doit-on ou non revendiquer une augmentation considérable de la dépense publique d'éducation ?
- pour un Parti Révolutionnaire, cette exigence est-elle suffisante ?

Il est clair que la bourgeoisie a inévitablement tendance à réduire les dépenses d'éducation au minimum, afin de réduire la prix de la force de travail. Son but est de pouvoir utiliser des forces de travail les plus complexes possibles, en les payant le moins cher possible, ce qui implique que les dépenses doivent être faibles pour le même résultat. De là ses calculs de rentabilité.

Or, la force de travail devient toujours plus complexe, et son coût pour la bourgeoisie est toujours plus grand.

Il y a là une contradiction réelle qu'un Parti Révolutionnaire doit utiliser. Mais cette revendication, si elle est très importante, n'est pas révolutionnaire en soi : de même que celle qui demande des augmentations de salaires, elle peut parfaitement être intégrée par une organisation réformiste.

Si les dépenses supplémentaires d'éducation sont utilisées pour accroître la complexité de la force de travail, cela est positif mais non révolutionnaire.

.../...

Par contre il est une chose que la bourgeoisie ne peut pas accepter : c'est que les dépenses d'éducation soient improductives pour elle, c'est-à-dire quand elles ne concourent pas à l'augmentation de la plus-value produite.

Cette revendication est révolutionnaire, en ce sens que la bourgeoisie n'acceptera jamais que "son" université serve à former non pas des professionnels de ceci ou cela, mais des hommes qui tout en possédant une force de travail simple, veulent se cultiver pour s'épanouir. Cela est fondamentalement improductif pour la bourgeoisie, et donc cette revendication est révolutionnaire.

Nous devons non seulement exiger que tous les travailleurs, sans aucune sélection, puissent entrer à l'université (non pas immédiatement, mais en tant qu'objectif de travail), mais aussi qu'on leur enseigne des matières qui ne leur serviront jamais à rien dans leur vie professionnelle.

Or, Jean LAUNAY, s'il remarque dans son article que "l'économie positiviste de l'éducation obscurcit l'objet de l'éducation qui est fondamentalement d'accroître la capacité intellectuelle de l'homme, capacité dont un des principaux modes d'utilisation est, et sera, tant que les problèmes de la production matérielle domineront la vie sociale, le procès de travail productif et les périphériques de ce procès" ne propose pas d'exiger dès maintenant, à l'intérieur même du programme du Parti Révolutionnaire, de "libérer l'homme de la sphère de la production matérielle".

Il considère sans doute que les forces productives ne sont pas assez développées pour qu'on mette cet objectif en avant, et donc qu'en le faisant, nous serions "gauchistes", au mauvais sens du terme.

C'est sur ce point que porte la discussion. Il faut étudier la situation objective (absence de débouchés tant pour les professeurs que pour les marchandises etc...) et en tirer les conclusions : à mon avis et il faudrait en discuter, le PSU doit, dès maintenant, en plus d'un accroissement considérable des dépenses d'éducation, exiger la libération de celles-ci de la nécessité d'accroître la plus-value.

Je n'insisterais pas, faute de place, sur un autre point, abordé par LAUNAY dans son article ; quand il constate que "la nécessité de la classe dominante est d'assurer, à travers la retransmission du savoir, la retransmission des rapports sociaux qui la justifient", et donc que "figer le système d'enseignement en système productif, c'est éliminer, dans les concepts une part de sa réalité, et au nom de la réalité retenue, imposer l'idéologie du système, l'idéologie de la production pour le "Capital".

Ces thèses classiques sont connues par les camarades, et il vaut mieux passer à l'apport propre de LAUNAY.

### III. - LES PROPOSITIONS DE LAUNAY POUR UNE REFORMULATION DU PROBLEME.

---

Il part d'une distinction qu'a faite MARX entre "le procès immédiat de mise en valeur du capital", et les "conditions générales de la production.

Dans l'ensemble, le raisonnement est le suivant :

Plus la production devient sociale, plus se développent des fonctions générales indispensables à l'obtention de cette production.

Cela veut dire qu'il existe une "infrastructure" hors marché, de plus en plus importante à mesure que les unités de production augmentent de taille et que le Capitalisme Monopoliste d'Etat, qui tend à bannir le marché de certaines sphères, s'installe.

D'après LAUNAY, le système d'éducation appartient, en partie, à ces conditions générales de la production.

Pour démontrer, on constate que, dans une certaine mesure, la reproduction de la force de travail ne se fait plus par l'intermédiaire du marché : on voit apparaître l'instruction égale et gratuite pour tous, la santé gratuite pour certains soins, les allocations de logement, etc,...

Ces services ne sont plus assurés par l'utilisation du salaire direct, mais directement, par l'Etat. Donc le capital variable, c'est-à-dire les salaires, devient un capital variable social, du moins en partie.

En résumé : le capital variable sert à la reproduction de la force de travail en passant par le marché ; le capital variable social a le même objet, mais ne passe pas par le marché. Or, ce dernier a tendance à devenir de plus en plus important.

LAUNAY note :

"A partir de cette socialisation de la reproduction de la force de travail, s'établit la possibilité, et pour la bourgeoisie la crainte, que cette dépense de reproduction de la force de travail ne se transforme en dépense de satisfaction d'un besoin.

En d'autres termes, il existe actuellement les possibilités objectives "du développement de l'homme en tant qu'homme social total, et non en tant qu'appendice des machines qu'il fait tourner".

J'en conclus que, comme on l'a vu plus haut, on peut dès maintenant mettre à l'ordre du jour du Parti Révolutionnaire "le développement de l'homme social".

Le PCF n'a jamais ce type d'approche dans son action politique. Il se limite à des actions de type revendicatif, en milieu étudiant comme ailleurs.

En toute première analyse (sujette à discussion), il y a contradiction entre l'apport personnel de LAUNAY et la stratégie de son Parti, les conclusions citées dans ma troisième partie fondant scientifiquement une stratégie cherchant dès maintenant à "libérer l'homme de la sphère du travail productif".

### (Problèmes du Socialisme

Brochure interne des étudiants du PSU.

N° 2. Février 1970)